

L'EUROPE ET LES FEMMES

Borma Afrodită

Universitatea din Oradea Facultatea de Științe Economice Oradea, str. G Călinescu nr.1 Email: aborma@uoradea.ro

“L’humanité civilise, sous la pression du mode mécanique de production, s’oriente vers une société basée sur la propriété communautaire, dans laquelle la femme affranchie des chaînes économiques, juridiques et morales qui l’immobilisent, pourra développer librement ses facultés physiques et intellectuelles...” (Paul Lafargue – La Question de la femme- 1904).

Si on devait prendre à la lettre les prévisions, plus qu’optimistes de Paul Lafargue, la femme européenne et d’ailleurs ne devrait plus être privée de rien ni dans la vie privée, ni dans celle publique, ni dans le domaine de la justice économique et sociale, ni dans celui des droits de l’homme, ni dans celui de la prise de décisions.

Malheureusement, les femmes, que nous qualifions d’ordinaire comme étant sensible et singulières par un tel mélange subtil de fragilité et de force qui leur confère unicité et charme, les femmes, disais-je, sont assez loin de l’idéal de Lafargue. On présentera plus bas rien que quelques données pour soutenir notre affirmation:

- la violence conjugale : en France, 15 décès par mois; en Algérie, 60% des femmes sont victimes de la violence conjugale; en Russie, 16 000 femmes ont été tuées l’année dernière par suite de violences conjugales; aux États-Unis, toutes les 9 secondes une femme est battue par son conjoint ;..

- la violence sexuelle: en Nouvelle- Zélande, 20% des femmes ont été abusées par leur partenaire; au Brésil, 3 500 enfants sont victimes de viol; au Congo, le viol est une redoutable arme de guerre: 30 000 viols l’an passé; en Moldavie, 60 000 sont victimes, chaque année, de l’esclavage sexuel; 120 000 femmes de Roumanie, Ukraine, Pologne sont introduites clandestinement en Europe pour alimenter les réseaux de prostitution. En Thaïlande, la prostitution représente entre 10 et 14 % du PIB;

- l’avortement: le Nicaragua interdit l’avortement thérapeutique bien que 8% des mères ont entre 10 et 14 ans et dont la cause est, en 90% des cas, le viol; en Europe, il est illégal en Irlande, autorisé en Pologne s’il s’agit de viol; en Grande Bretagne, Espagne, Portugal et Les Îles Britanniques il faut faire preuve d’un justificatif (cas de viol ou difficultés socio-économiques);

- en Afghanistan, toutes les 27 minutes une femme meurt en couches ;

- en Palestine, 77% des femmes sont illettrées ;

- en Afrique noire, 58% des femmes sont séropositives, deux fois plus que les hommes;

- en Éthiopie, 35% des filles de 10-14 ans travaillent...

Et l’on passe à un tableau trop effrayant. Des chiffres et des statistiques qui, rapportés à un bilan des inégalités socio-économiques entre les femmes et les hommes de nos jours, disent vrai d’une société marquée encore par une répartition traditionnelle des rôles de la femme et de l’homme et des fortes inégalités sur le marché du travail. Cette situation est non seulement contraire aux principes de justice sociale mais elle, de même, inefficace et coûteuse pour la collectivité.

C’est justement pour cela que la société civile, les ONG, les femmes politiques impliquées dans le destin de la nouvelle Europe militent en faveur d’un nouveau statut de la femme vis-à-vis de celui de l’homme soit par des programmes de toutes sortes, soit par des textes législatifs européens, soit par des fonds structurels européens, soit par un nouveau réseau européen des femmes occupant des postes de décision et responsabilité, soit par des alliances exerçant un lobby européen.

On va en parler à tour de rôle car nous considérons ce problème de la femme en Europe comme un droit fondamental, une valeur commune de l’Union Européenne. Et même si des inégalités

subsistent encore, l'UE a réalisé, ces dernières décennies, d'importants progrès dans le domaine, en principal grâce à la législation relative à l'émancipation de la femme.

Quelques données sur le **Programme PROGRESS**¹³⁶ qui est le nom du programme européen en faveur de l'emploi et de la solidarité sociale. Il fut lancé pour soutenir financièrement la mise en œuvre des objectifs UE concernant l'emploi, l'égalité des chances, les problèmes sociaux. Le Programme contribue aussi à l'application de la Stratégie de Lisbonne pour développement et emploi. Il a démarré en 2007 et continuera jusqu'en 2013, remplaçant les quatre programmes précédents, finis en 2006, parce que l'UE a opté pour un programme unique pour rationaliser et regrouper les efforts de financement communautaire. Progress dispose d'un budget global de 743,25 millions d'euros pour les sept ans. L'UE emploiera ce budget afin d'agir comme un catalyseur de changement et modernisation en cinq domaines:

- emploi;
- inclusion et protection sociale;
- conditions de travail;
- lutte contre la discrimination;
- égalité entre les sexes.

Progress est ouvert aux 27 états membres, aux pays candidats à l'adhésion, le programme pouvant fournir un co-financement maximale de 80%.

Le Fond Social Européen¹³⁷, l'un des fonds structurels de l'UE ayant pour objectif la réduction des différences de richesse et de niveau de vie entre les états membres et leurs régions. Grâce à ces fonds la vie des citoyens européens va s'améliorer car on va leur offrir des compétences meilleures et des perspectives d'emploi. Un des segments visés est la situation de la femme car, malgré les progrès faits dans le domaine, le pourcentage des femmes qui travaillent est inférieur à celui des hommes, bien que les femmes sont plus nombreuses à être diplômées et licenciées. De même, pour chaque heure de travail une femme gagne en moyenne avec 17,4% de moins qu'un homme!, chiffre restant stable. On peut ajouter que les femmes sont largement sous représentées dans les postes de décision économique et politique, même si leur proportion a augmenté ces derniers dix ans. Également aussi, la répartition des responsabilités familiales est encore inégale entre les femmes et les hommes. Pour ne plus parler du risque d'une vie de misère qui est plus grand pour les femmes. C'est pour cela que le FSE distribuera, entre 2007 et 2013 environ 75 milliards d'euros aux états membres et à leurs régions pour atteindre leurs objectifs.

¹³⁶ <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=327&langId=fr>

¹³⁷ <http://www.fse.gouv.fr/-Connaitre-.html>

Population Totale (1000S)

	Femmes (N)	Hommes (N)	Femmes (%)	Hommes (%)
UE-27	248 671	237 308	51	49
Belgique	5 417	5 197	51	49
Bulgarie	3 958	3 715	52	48
République Tchèque	5 275	5 045	51	49
Danemark	2 742	2 689	50	50
Allemagne	41 460	39 903	51	49
Estonie	723	615	54	46
Irlande	2 180	2 179	50	50
Grèce	5 469	5 285	51	49
Espagne	22 569	22 061	51	49
France	30 978	29 305	51	49
Italie	30 251	28 629	51	49
Chypre	386	366	51	49
Lettonie	1 230	1 051	54	46
Lituanie	1 808	1 577	53	47
Luxembourg	230	235	49	51
Hongrie	5 216	4 691	53	47
Malte	205	204	50	50
Pays-Bas	8 157	8 023	50	50
Autriche	4 206	3 985	51	49
Pologne	19 353	17 924	52	48
Portugal	5 471	5 133	52	48
Roumanie	11 047	10 504	51	49
Slovénie	1 024	991	51	49
Slovaquie	2 774	2 617	51	49
Finlande	2 697	2 569	51	49
Suède	3 365	3 433	49	51
Royaume-Uni	30 480	29 382	51	49
Croatie	2 225	1 994	53	47
Macédoine, ancienne République yougoslave de	1 017	1 023	50	50
Turquie	34 567	34 327	50	50
République de Serbie	3 808	3 604	51	49
Liechtenstein	18	17	51	49
Islande	105	112	48	52

Norvège	1 703	1 734	50	50
Tous les pays	292 114	280 119	51	49

- = non applicable , : = pas disponible

Source: Commission Européenne, DG EMPL, Base de données sur les femmes et les hommes dans la prise de décision

139

Emploi Total (1000S)

	Femmes (N)	Hommes (N)	Femmes (%)	Hommes (%)
UE-27	97 586	121 545	45	55
Belgique	1 937	2 443	44	56
Bulgarie	1 521	1 732	47	53
République Tchèque	2 116	2 806	43	57
Danemark	1 310	1 494	47	53
Allemagne	17 458	20 752	46	54
Estonie	325	330	50	50
Irlande	908	1 204	43	57
Grèce	1 750	2 760	39	61
Espagne	8 369	11 987	41	59
France	12 023	13 619	47	53
Italie	9 165	14 057	39	61
Chypre	169	209	45	55
Lettonie	545	573	49	51
Lituanie	757	777	49	51
Luxembourg	89	114	44	56
Hongrie	1 783	2 143	45	55
Malte	50	106	32	68
Pays-Bas	3 832	4 632	45	55
Autriche	1 819	2 209	45	55
Pologne	6 838	8 403	45	55
Portugal	2 380	2 790	46	54
Roumanie	4 237	5 116	45	55
Slovénie	446	539	45	55
Slovaquie	1 036	1 322	44	56
Finlande	1 202	1 290	48	52
Suède	2 150	2 391	47	53
Royaume-Uni	13 371	15 747	46	54
Croatie	717	897	44	56
Macédoine, ancienne République yougoslave de	:	:	:	:

Turquie	5 532	15 675	26	74
République de Serbie	:	:	:	:
Liechtenstein	:	:	:	:
Islande	80	96	45	55
Norvège	1 153	1 281	47	53
Tous les pays	105 068	139 494	43	57

- = non applicable , : = pas disponible

Source: Commission Européenne, DG EMPL, Base de données sur les femmes et les hommes dans la prise de décision

Toujours dans le but d'améliorer la situation de la femme, on a créé un **Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes**¹⁴⁰ ayant pour mission de fournir des avis d'experts, d'améliorer les connaissances dans le domaine et sensibiliser l'opinion publique. On a aussi créé un **Reseau européen des femmes dans des postes de décision**¹⁴¹ dans l'économie et dans la politique. Il fut lancé en juin 2008. Le réseau constitue une plateforme au niveau de l'UE pour l'échange de bonnes pratiques et stratégies pour améliorer l'équilibre entre les hommes et les femmes dans des postes de décision. En Europe, les femmes ne représentent que 31% des membres des parlements et gouvernements nationaux. Dans le secteur privé, les conseils d'administration des entreprises européennes de haut niveau sont encore composés d'homme pour 90%. La différence est encore plus grande au sommet de la pyramide: seules 20% de femmes sont à la tête de l'organe de décision suprême. On a joint à notre étude des statistiques révélatrices pour cet état de choses, des données qui proviennent de la base de données de la Commission européenne :

¹⁴²

Membres

	Président	Femmes (N)	Hommes (N)	Femmes (%)	Hommes (%)
Commission européenne	H	10	17	37	63

- = non applicable , : = pas disponible

Source: Commission Européenne, DG EMPL, Base de données sur les femmes et les hommes dans la prise de décision

¹⁴³

Membres

	Président	Femmes (N)	Hommes (N)	Femmes (%)	Hommes (%)
Parlement européen	H	245	540	31	69

¹⁴⁰ <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/cha/c10938.htm>

¹⁴¹ <http://www.fenetreeurope.com/php/page.php?section=actu&id=11324>

¹⁴² http://ec.europa.eu/employment_social/women_men_stats/out/fr001.htm

¹⁴³ http://ec.europa.eu/employment_social/women_men_stats/out/fr002.htm

- = non applicable , : = pas disponible

Source: Commission Européenne, DG EMPL, Base de données sur les femmes et les hommes dans la prise de décision

144

Personnes Occupant Des Postes De Chefs D'entreprise

	Femmes (%)	Hommes (%)
UE-27	28	72
Belgique	31	69
Bulgarie	30	70
République Tchèque	28	72
Danemark	26	74
Allemagne	30	70
Estonie	32	68
Irlande	21	79
Grèce	29	71
Espagne	35	65
France	39	61
Italie	35	65
Chypre	10	90
Lettonie	34	66
Lituanie	32	68
Luxembourg	22	78
Hongrie	29	71
Malte	12	88
Pays-Bas	28	72
Autriche	32	68
Pologne	35	65
Portugal	32	68
Roumanie	27	73
Slovénie	26	74
Slovaquie	30	70
Finlande	17	83
Suède	25	75
Royaume-Uni	33	67
Croatie	21	79
Macédoine, ancienne République yougoslave de	:	:
Turquie	6	94
République de Serbie	:	:

Liechtenstein	:	:
Islande	19	81
Norvège	17	83
Tous les pays	27	73
- = non applicable , : = pas disponible		
Source: Commission Européenne, DG EMPL, Base de données sur les femmes et les hommes dans la prise de décision		

Les ONG également detiennent une place de choix dans la problematique des femmes dans la nouvelle Europe. La Roumanie a plus de cent organisations non gouvernementales, dont la plus ancienne s'occupe du probleme de l'egalite entre femme et homme dans tous les domaines. Il s'agit de l'Association des femmes de Roumanie. Mais ce n'est pas de cet organisme que nous voudrions parler mais de la plus large allied'organisations non gouvernementalesdes femmes de l'UE, c'est-a-dire le **Lobby europeen des femmes**¹⁴⁵ (LEF), fonde en 1990 et qui reunit plusieurs milliers d'organisationsdes femmes d'Europe. Ensemble, elles essaient d'influencer la politique europeenne militatnt pour l'egalite femme-homme dans tous les domaines de la vie publique et privee. LEF jouit d'un statut consultatif aupres du Conseil de l'Europe et aupres du Conseil economique et social des Nations Unies. La Presidente en est madame Kirsti Kolthoff et la Roumaine Dina Loghin fait partie, comme observateur, du Conseil d'administration, forme de 26 membres. On ne va pas commenter ici le Rapport annuel de l'organisation, on donnera juste la Table des matieres, revelateur pour l'eventail des responsabilites assumees par LEF. On a ainsi :

- analyse de la mise en oeuvre de la «feuille de parcours» de la Commission europeenne concernant l'egalite entre hommes et femmes;
- promotion de la diversite et de l'egalite de chances, la necessite d'integrer les besoins et et les perspectives des femmes;
- conciliation entre la vie professionnelle, familiale et privee, un probleme d'egalite entre hommes et femmes;
- violence envers les femmes, l'UE doit legiferer ;
- soutien des femmes soumises a l'esclavage sexuel, le Projet Nordic-Baltique...

Quoique nous n'ayons pas la pretention d'etre exhaustive, on pourrait conclure que, malgre les apparences d'une Europe (et d'un monde) dans laquelle la cohabitation femmes et hommes soit depourvue d'asperites evidentes, la verite se fait cruelle des fois, les chiffres et les statistiques sont la, a l'appui. De meme, la multitude d'organisations se proposant de lisser ces asperites et disparites entre hommes et femmes s'averent etre de plus en plus efficaces. On est sur le bon chemin. Helas, pas encore sur le meilleur !

Bibliographie:

1. <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=327&langId=fr>
2. <http://www.fse.gouv.fr/-Connaitre-.html>
3. http://ec.europa.eu/employment_social/women_men_stats/out/fr043.htm
4. http://ec.europa.eu/employment_social/women_men_stats/out/fr044.htm
5. <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/cha/c10938.htm>
6. <http://www.fenetreeurope.com/php/page.php?section=actu&id=11324>
7. http://ec.europa.eu/employment_social/women_men_stats/out/fr001.htm
8. http://ec.europa.eu/employment_social/women_men_stats/out/fr002.htm
9. http://ec.europa.eu/employment_social/women_men_stats/out/fr042.htm
10. <http://www.womenlobby.org/site/hp.asp?langue=FR>

145 <http://www.womenlobby.org/site/hp.asp?langue=FR>